



HAL
open science

La domination américaine en question et la crise potentielle de la mondialisation libérale

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. La domination américaine en question et la crise potentielle de la mondialisation libérale. Analyses des politiques économiques, Université Pierre Mendès France, 1998. hal-03843117

HAL Id: hal-03843117

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-03843117>

Submitted on 8 Nov 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La domination américaine en question et la crise potentielle de la mondialisation libérale

Jacques Fontanel

in *Analyses des politiques économiques*,
Université Pierre Mendès France, Grenoble. 1998.

Résumé : Les Etats-Unis apparaissent comme la plus grande puissance politique, économique et militaire au monde, dans le cadre d'une globalisation économique que Washington a cependant des difficultés à contrôler, avec l'essor du Japon, le renforcement de l'Union européenne et l'arrivée de la Chine dans le concert économique international. Un temps en crise, son soft power reste encore puissant dans les relations internationales. Avec l'effondrement de l'URSS, le sursaut américain est puissant, Washington semble devenir le gendarme du monde, au regard de sa puissance militaire. Les considérations économiques exercent un rôle fondamental dans la politique étrangère américaine qui cherche à définir les lois commerciales et financières applicables à l'ensemble du monde. Les Etats-Unis de Clinton exercent une domination indéniable sur les activités de service et des « autoroutes de l'information ». Cependant, le libéralisme prôné comme base des échanges internationaux ne conduit pas nécessairement à des situations économiques optimales, notamment pour les pays en développement. Les contestations ne vont pas manquer d'apparaître dans les années à venir du fait principalement de l'essor des inégalités de développement dans le monde.

Summary: The United States appears as the greatest political, economic and military power in the world, within the framework of an economic globalization that Washington has however difficulties to control, with the rise of Japan, the strengthening of the European Union and the arrival of China in the international economic concert. For a time in crisis, its soft power is still powerful in international relations. With the collapse of the USSR, the American surge is powerful, Washington seems to become the world's policeman, with regard to its military power. Economic considerations play a fundamental role in American foreign policy, which seeks to define the commercial and financial laws applicable to the whole world. The United States under Clinton has an undeniable dominance in the service industry and the "information superhighway". However, the liberalism advocated as the basis for international trade does not necessarily lead to optimal economic situations, especially for developing countries. Challenges are bound to appear in the years to come, mainly because of the rise in development inequalities in the world.

Globalisation, USA, Domination économique, puissance militaire, guerre économique, marché international

Globalization, USA, Economic domination, military power, economic war, international markets.

La mondialisation laisse supposer que les conflits interétatiques sont d'un autre temps, notamment ceux qui ont opposés dans des batailles mondiales sanglantes ou dans une guerre froide ruineuse, les grandes puissances contemporaines. Or, de manière sous-jacente, les conflits subsistent. Il a notamment beaucoup été question de l'existence d'une guerre économique entre les grands Etats ou entre les grands blocs d'Etats. Cette question reste encore d'actualité. On peut même s'interroger sur le point de savoir s'il ne s'agit pas d'une nouvelle forme de la « drôle de guerre », analogue à celle qui, au début des années 1940, a opposé la France et l'Allemagne, avant de conduire à la reddition de l'armée française.

D'autre part, si de nombreuses analyses ont évoqué le déclin des Etats-Unis pendant les années quatre-vingts, l'histoire risque bien de les contredire. Même si l'économie américaine connaît quelques difficultés économiques non négligeables en cette fin de siècle, elle présente conjoncturellement un renouveau économique très prometteur, tout en se dotant de structures politiques, militaires, stratégiques et technologiques fiables qui sont susceptibles de lui donner un leadership incontestable sur l'ensemble du monde au siècle prochain. Dans ce cas, la mondialisation se transformera en américanisation.

Enfin, le système d'économie de marché qui domine l'économie mondiale laisse subsister d'importants facteurs de crise économico-sociales, qui ne semblent pas trouver de solutions rapides. Or, si la science économique a semble-t-il rejeté les hommes vivants si divers et imparfaits pour des ersatz cloniques aux anticipations rationnelles sans faille, la vie économique doit encore s'accommoder d'une réalité faite de mécontentements, de chômage, de pauvreté. Si la misère absolue (la fameuse paupérisation absolue de Karl Marx) est en voie de résorption, les problèmes sociaux semblent souvent s'aggraver, notamment pour les classes sociales qui jusqu'à présent en étaient indemnes. Dans ces conditions, la mondialisation pourrait en être rendue coupable et les décisions politiques seraient susceptibles alors de lui être défavorables.

a) Un pays aux valeurs traditionnelles mythiques

Dans l'histoire des Etats-Unis, on relève souvent que ce pays est le chantre du libre-échange, de la paix et qu'il a toujours la tentation de l'isolationnisme, selon la vieille doctrine dite « Monroe ». Ces deux mythes, aux conséquences d'ailleurs contradictoires, ont la vie dure, malgré la ténacité des faits.

Pendant la Guerre de Secession, le Président des Etats-Unis Abraham Lincoln défendait les intérêts de la puissance industrielle et financière du Nord-Est fortement protectionniste contre le Sud producteur agricole favorable au libre-échange. Cette guerre, pourtant coûteuse et sanginaire, n'en fut pas moins le témoin d'un formidable développement industriel sauvage, dans une recherche constante de la compétition et du monopole.

La Première Guerre Mondiale acheva le processus, les achats des matériels militaires, par les alliés d'abord, puis par le gouvernement américain, conduisant à un plein emploi, malgré la stagnation de la consommation limitée par la pénurie. Le développement économique américain reçut une aide incontestable des conflits et de la production militaire. Le Complexe Militaro-Industriel (CMI) prit son essor dans les années 30 en Californie, autour des grands industriels de l'armement, en marge même du gouvernement de Roosevelt qualifié d'agent du communisme, depuis la mise en place du New Deal. Pendant la guerre, les libéraux et les intellectuels furent convaincus de l'intérêt d'un CMI puissant pour lutter contre les fascismes, le Japon et le communisme. Pour conserver une grande partie du potentiel industriel de l'armement, la politique adoptée fut celle de la « diabolisation » de l'ennemi (au point que bien plus tard, le Président Reagan, ancien acteur d'Hollywood, parlera de « l'Empire du mal » pour définir l'URSS). Avec les exportations d'armes qui permettaient en même temps de vendre la culture américaine, les Etats-Unis se servirent sciemment du militaire pour élargir leur zone d'influence stratégique, politique et même morale et idéologique. A titre d'exemple, rappelons que le Coca Cola ou les chewing gum étaient quasiment inconnus en France avant l'arrivée des soldats américains, qui représenta une formidable opération promotionnelle pour l'industrie américaine.

Enfin, les Etats-Unis ont toujours eu vocation à la puissance et à l'universalité. Déjà en 1929, un capitaine anglais pouvait écrire à Salazar ce jugement éclairant. « Plus je vois ce pays extraordinaire, plus je suis stupéfié des grands progrès qu'il fait et continue de faire. Quelque jour, peut-être il se démembrera ; je le désire pour le bien de l'humanité. Sinon, ce colosse sera plus terrible encore que les hordes de Russie. Son ambition dépasse ses progrès; elle est plus vaste que son territoire. Il ne sera satisfait que lorsqu'il sera le maître des destinées du monde »¹¹³. Ces idées seront reprises avec plus de force encore en 1930 par Ludwell Denny. « Les américains ne doutent de rien. Ils sont sûrs d'être le peuple élu. Nous appelons notre pays « God's country », le pays de Dieu. Les affaires sont pour nous comme une religion dont nos dirigeants sont les prêtres... Nous avons été une colonie de l'Angleterre. Elle sera bientôt notre colonie. Non pas en nom, mais en fait... Nous exploitons ceux qui sont moins riches que nous... Nous ne commettrons pas la faute de l'Angleterre. Trop sages pour essayer de gouverner le monde, nous nous contenterons de le posséder... Nos armes sont l'argent et les machines. Notre matérialisme vaut le leur. C'est pourquoi notre triomphe est si facile et si inévitable »¹¹⁴. Les idées d'universalisme du marché et d'égalité entre les Nations entrent dans le langage commun des Etats-Unis, mais pas dans les esprits.

b) L'affaïssement de la puissance américaine

A la fin de la dernière guerre mondiale, l'économie américaine était le leader incontesté de l'économie mondiale, chaque économie de marché étant obligée d'être à la fois son acheteur et son vendeur. Les Etats-Unis étaient en outre, le grand leader militaire contre l'avancée communiste. Le Plan Marshall permit alors à l'économie américaine de se développer, en lui garantissant des acheteurs. Les objectifs américains étaient à la fois altruistes (la lutte contre le communisme en Europe) et égoïstes (du sursaut économique européen dépendait sa propre croissance). Les Etats-Unis devinrent ainsi le rempart naturel contre le communisme.

Le système de Bretton Woods reprit ce qui avait bien fonctionné sur le marché américain. La loi internationale était américaine et elle s'exerçait aussi par la force de la dissuasion dans les domaines militaires et géo-stratégiques. Sûrs de leur pouvoir, les Etats-Unis ne demandèrent même pas la réciprocité de certains engagements ou avantages douaniers. Les japonais purent ainsi limiter l'accès aux produits américains et

¹¹³ Lettre citée par M. André, en note dans son livre « Entretiens avec le général Mangin sur l'Amérique, Librairie Pierre Roger, Paris, 1929, in Philippe Grasset, La « Destinée manifeste » par les armes, Revue Française de Géoeconomie, Economica, n°2, Été 1997., p.102.

¹¹⁴ Denny, L. (1933), L'Amérique conquiert l'Angleterre, NRF, Paris, 1933.

empêcher la propriété américaine des entreprises japonaises, alors qu'une telle limitation n'était pas demandée, en rétorsion, au Japon. Tandis que le gouvernement japonais fonctionnait comme un acheteur monopsonique de technologie à des prix faibles, le gouvernement américain s'intéressait surtout à la lutte contre le communisme. Jusqu'à la Guerre du Vietnam, les Etats-Unis ont été à la fois le leader incontesté et invaincu dans le domaine de la puissance militaire, la première économie mondiale et le pays des rêves sucrés de Walt Disney. Après l'échec politico-militaire du Vietnam, les valeurs militaires et morales de ce grand pays furent remises en cause, alors même que l'économie nationale, bousculée par la course aux armements et par la défiance à l'encontre du dollar commençait à s'affaiblir relativement. A ce moment-là, les rumeurs sur la décadence de ce pays béni des dieux commencèrent à recevoir l'appui de nombreuses analyses géopolitiques et géoéconomiques. Pourtant, lorsque l'URSS s'effondra, les Etats-Unis furent reconnus comme la grande puissance militaire mondiale (même en l'absence d'un pouvoir protecteur désormais limité par l'affaiblissement d'une puissance militaro-idéologique qui semait la crainte), mais, en l'absence d'ennemis systémiques ou systématiques et de plages d'utilisation de la force des armes dans l'économie, ce pays semblait avoir pris un retard suffisant dans l'ordre de la production et la commercialisation des marchandises et des services pour que fut annoncé l'avènement de nouveaux pays bientôt dominants, à savoir le Japon, l'Allemagne (qui se réunifiait) et pourquoi pas, à l'horizon 2030, la Chine.

Il est vrai que les années quatre-vingts, si elles ont consacré la toute puissance stratégique des Etats-Unis, ne lui ont guère été favorables dans le domaine économique. Même les valeurs nationales ont connu quelques contestations sacrilèges. En outre, si les Etats-Unis ont été, jusqu'en 1983, les principaux receveurs d'exportations mondiales, l'Europe est devenue depuis la première zone commerciale. Si l'économie américaine produisait plus de 50 % du PNB mondial en 1944, elle n'en représente maintenant pas plus de 25%. Les années Reagan de « douce négligence » des déficits publics avaient conduit à la hausse des taux d'intérêt et à une dégradation des comptes extérieurs. La dette publique avait atteint 62% du PIB en 1992 contre 37% au début des années 80. Avec le paiement de la guerre du Golfe, les Etats-Unis sont devenus des mercenaires, montrant ainsi que la puissance a un coût. La même perte de pouvoir des Etats-Unis est apparue dans le secteur privé, avec une réduction de la puissance des banques nationales et des actifs financiers moins chers et valorisés. Les investissements à l'étranger sont devenus plus chers pour les Américain, à l'inverse de ceux des étrangers aux Etats-Unis, et l'influence des investissements directs à l'étranger s'est considérablement affaiblie. Enfin, un faible dollar n'a rien fait pour réduire le déficit commercial des Etats-

Unis. En outre, le pays est très endetté, et aucun pays, pas même les Etats-Unis, ne peut être constamment en déficit. Cette bombe à retardement de l'endettement public devait inéluctablement conduire à une récession importante des Etats-Unis et du Japon¹¹⁵. La peur de l'inflation est la même que celle des fantômes, mais avec des conséquences importantes sur le bien-être des gens. Politiquement, une inflation forte est plus grave que le chômage, lequel conduit à une pression en faveur de la diminution des salaires. Dans ces conditions, pour exprimer la rigueur de leur politique, les gouvernants préfèrent créer un surplus de travail, de façon à réduire les salaires.

c) Le sursaut

Les Etats-Unis ont pourtant redressé la tête dans de nombreux domaines :

- La prolifération des armes nucléaires et le développement du terrorisme ont laissé la place au rôle prééminent des Etats-Unis, comme gendarme ou mercenaire officiel du monde.

- Les Etats-Unis ont relevé le défi économique, depuis que le « boulet militaire » se fait plus léger. Le maintien de la puissance des Etats-Unis va de pair avec celle du dollar comme monnaie de réserve mondiale. Or, si tous les Etats engagent des politiques difficiles dans ce domaine, les Etats-Unis en restent encore trop souvent au fameux « benign neglect » et laissent évoluer le dollar en fonction de leurs seuls intérêts. Pourtant, un leader ne peut pas, dans une démocratie, ne se préoccuper que de lui-même

- En outre, l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) apparaît plus indépendante des Etats-Unis que feu le GATT. C'est la fin de l'internationalisme américain. Les Républicains ont souhaité, dans la tradition de la Doctrine Monroe, se désengager des Nations Unies, de la Banque mondiale, des banques intercontinentales, de l'USACDA, de l'aide

¹¹⁵ Pour Lester Thurow (Op. Cit.), l'alternative à l'emprunt est la vente des actifs américains (terre, sociétés, buildings) aux étrangers, mais cela reste limité s'il n'y a plus rien à vendre. Malgré la position unique du dollar comme monnaie de réserve, la formidable richesse des américains à l'extérieur et la grande richesse interne (il existe encore de très bons actifs financiers que le monde entier voudrait bien se procurer aux Etats-Unis), on ne peut éviter les règles fondamentales du centre de gravité. Personne ne peut se permettre un aussi large déficit commercial pour toujours. Or, tout le monde agit comme si rien ne menaçait l'équilibre du monde. Les Etats-Unis ont perdu leur capacité à financer leur déficit. On ne sait pas quand cela arrivera. L'économie permet de comprendre les choses, mais elle n'est pas efficace pour expliquer le timing. La fin va arriver inéluctablement. L'épicentre du tremblement économique est aux Etats-Unis et le choc sera très violent dans le Pacific Rim. Le standard de vie des Etats-Unis va s'effondrer. Les américains devront plus travailler pour un niveau de vie réduit. Le Japon connaîtra aussi une grave crise, même si le gouvernement subventionne les exportations. Il y aura du chômage et des faillites de banques. Les autres pays ne pourront plus payer leurs dettes au Japon et cela ne fera qu'aggraver la situation. Les ventes ne seront donc pas réduites au marché américain, et les pays tournés sur les exportations connaîtront de graves difficultés. Cette conception n'est pas partagée par Robert Eisner (Op.Cit.) qui considère que la richesse des Etats-Unis est très importante par rapport au montant de la dette.

à la Russie, etc. Pourtant, Pat Buchanan, l'un de leurs leaders, parlait d'un Nouvel Ordre mondial pour restaurer la souveraineté américaine. Pour ce faire, les Etats-Unis savent utiliser les talents venus d'ailleurs, ce qui n'est pas le cas du Japon. Les Etats-Unis seraient à la fois isolés et maîtres. Or, il ne faut pas oublier que la démocratie revient toujours vers le peuple et que les migrants exercent des influences profondes sur les choix des candidats.

- Sans une vision politique, l'Union Européenne est condamnée, compte tenu des efforts importants réclamés aux populations pour la mettre en place. Cependant, l'Europe reste trop divisée et affaiblie par le chômage pour constituer à la fois un leader et un modèle. Le Japon pourrait être aussi un candidat au leadership, mais il n'a pas de poids politique et militaire. Le yen n'est toujours pas une monnaie de réserve dominante. Un leader global doit avoir une économie et une société qui dominent. Le Japon est fermé sur lui-même et il est difficile d'étudier dans ses Universités. Son modèle culturel n'est pas facile à adopter par l'étranger. Le Japon connaît actuellement un écart du simple au double entre son PNB par habitant exprimé en dollars courants et celui calculé en parité de pouvoir d'achat (PPA). Les japonais sont très riches dans le monde, mais seulement aisés à l'intérieur. L'URSS a disparu et la Russie semble engoncée dans ses problèmes économiques, même si sa puissance nucléaire ne doit pas être oubliée.

- L'économie américaine, malgré sa dureté sociale et ses espaces de pauvreté, commence à se redresser. De 1992 à 1996, les déficits publics ont été divisés par deux, passant de 4,4% à 1,6% du PIB, grâce aux dividendes de la paix, à l'augmentation de la pression fiscale et à la réduction de la composante structurelle du déficit. Il y a en outre une forte capacité du marché du travail à absorber les nouveaux arrivants. Les gains de productivité restent modestes et la menace de la perte du leadership technologique américain a fait l'objet de nombreux articles. Il ne semble pas cependant que cette dernière hypothèse soit justifiée, tant ce pays dispose de ressources suffisantes pour attirer dans ses Universités et ses Centres de recherche les enseignants, chercheurs, ingénieurs et techniciens dont elle a besoin. Son aptitude à digérer tout nouvel arrivant, à en faire rapidement un futur américain potentiel, grâce à l'extraordinaire développement de la langue anglaise, est unique.

- Les marchés financiers peuvent fournir tellement d'actifs financiers dans le monde que les politiques monétaires doivent être ajustées à leur dictature, et non aux besoins nationaux. Les Etats sont amenés, en période de récession, à accroître les taux d'intérêt. Seuls, les Etats-Unis peuvent financer ainsi leur déficit des paiements. Aux Etats-Unis, l'accroissement des fortunes personnelles et de la consommation supplémentaire apparaît avec la hausse du marché boursier. Il faudrait une politique coordonnée

des trois grands Etats, pour détenir le leadership. Mais les leaders ont des intérêts de vote qui les conduisent à ne rechercher aucune réduction des surplus commerciaux pour le Japon, aucune réduction de la très haute consommation pour les Etats-Unis, aucune réduction des taux d'intérêt en Allemagne. Ce n'est plus la croissance qui est au centre du débat, mais la lutte contre l'inflation et le maintien de la valeur de la monnaie. En théorie, il n'y a pas de raison que l'inflation affecte la croissance, car les capitalistes ne souffrent généralement pas de l'illusion monétaire. Si l'inflation devient grave lorsqu'elle conduit à la spéculation, son rejet absolu constitue un frein aux activités commerciales¹¹⁶. La réduction des salaires réels a aussi une incidence négative. Le capitalisme fonctionne mal avec des réductions de prix qui retardent les achats. Les décisions gouvernementales des grandes puissances sont cependant respectueuses des dangers des votes, celles des autres pays sont prises en otage par les Etats-Unis, le Japon et l'Allemagne. Avec le dollar comme monnaie internationale, les Etats-Unis sont largement avantagés dans leur effort de développement économique.

Pour Paul Krugman¹¹⁷, la gestion des Etats-Unis n'est en rien équivalente à celle d'une entreprise. Les dirigeants d'entreprise ne peuvent d'ailleurs pas se servir de leurs référents professionnels pour conseiller le gouvernement dans ses décisions économiques. Ainsi, la politique d'exportation ne conduit pas nécessairement à la solution des problèmes d'emploi. Parfois même une telle action conduit à l'aggravation du chômage si le contenu de travail des exportations est inférieur à celui des importations. En fait, le chômage dépend d'abord de la décision du FED concernant sa lutte contre l'inflation. De la même manière, un pays qui attire des investissements directs de l'étranger subit inévitablement un déficit de sa balance commerciale. L'économie américaine n'est pas le conglomérat ultime qui regrouperait l'ensemble des activités économiques nationales, car elle ne dispose pas d'une stratégie adaptée imposée à chaque composante.

Depuis la présidence de Clinton, la diplomatie américaine repose sur sur trois principes généraux :

- 1) la sécurité dépend de la puissance économique du pays,
- 2) la vie nationale est intégrée à son environnement international,

3) chaque nation est comme une grande entreprise en compétition sur le marché mondial.

Les Etats-Unis, le Japon et l'Union européenne seraient alors en compétition, au même titre que les automobiles ou les boissons pétillantes sur un marché international. Pour gagner la course du XXIème siècle, les géo-économistes pressent les Etats à formuler des politiques économiques et sociales dans un cadre mondialisé, afin de fonder leur puissance et leur « welfare ». Dans ces conditions, la globalisation reichienne semble bien éloignée des réalités. Il est donc intéressant de s'interroger sur l'opportunité de l'analogie entre l'Etat et l'entreprise dans un ensemble compétitif ou concurrentiel, voire conflictuel, puis de mettre en évidence le développement de la géoéconomie dans les décisions du gouvernement américain.

4) Les conflits du commerce international

Pour Laura Tyson¹¹⁸, la compétitivité inter-étatique est définie comme la « capacité à produire des biens et services qui subissent le test de la compétition internationale, tout en permettant aux citoyens de bénéficier d'un standard de vie qui soit à la fois croissant et soutenable ». Cette définition est contradictoire avec la pensée classique, puisqu'elle semble induire l'idée selon laquelle une absence de compétitivité d'un Etat conduit inéluctablement à une baisse du bien-être de sa population. Il ne s'agit donc plus de définir des avantages communs issus de l'échange, mais des avantages différenciés conditionnant le niveau de vie des citoyens. L'idée selon laquelle le commerce international est un lieu de conflit fait l'objet de nombreuses études¹¹⁹, mais aussi de vifs débats¹²⁰.

Pour Paul Krugman¹²¹, ces analyses sont insatisfaisantes. "Un pays n'est pas une société"¹²² La compétition est excitante, elle rappelle l'émergence de certaines valeurs développées par les guerres, le caractère manichéen commode du bon et du méchant. Or, la productivité d'un américain fait intervenir de nombreux facteurs, situés hors de la gestion des gouvernements.

¹¹⁸ Tyson, A.L. (1992), *Who's bashing whom: Trade Conflict in High-Technology Industries*, Washington, Institute for International Economics.

¹¹⁹ Kennedy, P. (1995) *Too Serious a Business. A Reply to Professor Krugman*, *Peace Economics, Peace Science and Public Policy*, Vol. 2, n°4, Summer, p. 16-22. Pack, S.J. (1995), *Paul Krugman and the Illusion of conflict in international trade*, *Peace Economics, Peace Science and Public Policy*, Vol. 2, n°2, Winter, p. 9-18.

¹²⁰ Krugman, P. (1994), *The Illusion of Conflict in International Trade*, *Peace Economics, Peace Science and Public Policy*, Vol. 2, n°2, Winter, p. 9-18. Krugman, P. (1995), *A Reply to Kennedy and Pack*, *Peace Economics, Peace Science and Public Policy*, Vol. 2, n°4, Summer, p.26-30.

¹²¹ Krugman Paul, *Competitiveness: A Dangerous Obsession*, *Foreign Affairs*, March/April 1994, 28-44.

¹²² Krugman, P. (1996), *A country is not a company*, *Harvard Business Review*, January-February.

- La métaphore a été utile aux hommes politiques, pour justifier des choix difficiles ou pour les éviter. Le chômage est un risque politique grave. Si c'est la compétition internationale qui en est la cause, alors les hommes politiques sont absous. Lorsque Clinton propose une réduction du déficit fédéral, il préfère jouer avec la fibre patriotique, en désignant le marché mondial comme une menace pour les emplois ou pour l'avenir des jeunes, et donc en suscitant une réaction collective de lutte ciblée sur l'extérieur. Or, la réalité est plus prosaïque. C'est ainsi que l'on avait convaincu les jeunes soviétiques de faire des mathématiques et d'oublier les privations qui seraient nécessaires pour l'essor du socialisme.

- L'idée selon laquelle la fortune d'un pays est et sera largement déterminée par ses succès sur les marchés mondiaux, cette obsession croissante de la compétitivité n'est pas justifiée. Définir les problèmes uniquement sous l'angle de la compétition n'est pas très souhaitable, dans le cadre d'un « welfare state ». Cette obsession économique des rapports de puissance économique des Etats est inadéquate: elle biaise les politiques domestiques et elle menace l'ensemble du système économique international. Si l'analogie avec une entreprise semble raisonnable, elle n'en est pas moins dangereuse, d'autant que la compétitivité globale d'un pays est difficile à mesurer et que le sens de sa mesure n'est pas très clair.

- Pour une entreprise, une insuffisance de compétitivité souligne le fait que sa position sur le marché n'est plus tenable à moyen terme et qu'il lui faut améliorer ses performances pour continuer à subsister. Les pays n'ont pas ce risque, car ils ne connaissent pas les affres de la faillite, quand bien même les finances publiques de certains Etats apparaissent particulièrement sinistrées. Si les déficits cumulés sur plusieurs années de la balance commerciale, apparaissent certainement comme un signe de faiblesse, certains surplus ne témoignent pas en faveur de la puissance économique, notamment dans le cadre d'exportations paupérisantes. Le Mexique a été forcé de dégager de larges surplus pour payer les intérêts de sa dette et pour recréer la confiance.

- La capacité des Etats-Unis à équilibrer leur commerce par le jeu de leur taux de change est certes intéressante, mais même si l'importance des rapports commerciaux inter-étatiques se sont développés, ceux-ci n'ont encore qu'une faible incidence sur le niveau de vie de l'américain moyen. Dans ces conditions, la compétitivité ne peut avoir un « standard » international. Lorsque le pays est peu ouvert sur l'extérieur, sa compétitivité ne peut pas dépendre de son commerce international, ou alors que très indirectement. Lorsque le marché est ouvert, les dévaluations successives peuvent conduire à une détérioration des termes de l'échange, à une réduction du niveau de vie et à un freinage de la croissance. Cependant, une réduction de 10% du dollar par rapport au yen ne conduit pas à une réduction équivalente du pouvoir d'achat des

américains, car seulement 2% du revenu américain est dépensé en produits japonais (ce qui fait une perte de revenus de l'ordre de 0,2% seulement). The Department of Commerce cherche à mettre en évidence les importations que les exportations nationales permettent d'acheter, plutôt que le volume qu'elles produisent. Dans ces conditions, la compétitivité est différente de la productivité si le pouvoir d'achat croît significativement plus lentement que la production. Or, les Etats-Unis sont quasiment indépendants de l'extérieur pour les 90% au moins des produits non exportés. Ce qui n'est pas le cas de General Motors qui ne peut guère, de l'intérieur, vendre plus de 90% de sa production à ses membres (actionnaires, managers, employés). Lorsque Coca Cola augmente sa part de marché, c'est souvent au détriment de Pepsi Cola. Par contre, si l'Union Européenne connaît une forte croissance de son économie, celle-ci ne se fait pas aux dépens des Etats-Unis, au contraire même car elle crée de nouveaux marchés à l'importation.

- Le marché international n'est pas un jeu à somme nulle. Quand la productivité augmente dans un pays, elle accroît les salaires réels, sans toucher nécessairement, positivement ou négativement, ceux des autres pays. Il n'y a pas de compétition entre les pays, même s'il y a des rivalités de statut ou de pouvoir. Les pays qui croissent le plus rapidement ont aussi des risques accrus. Il est intéressant de comparer les pays, pour dire que l'un est plus évolué que l'autre, que son rang a été amélioré ou réduit, mais pas que la réduction du pouvoir d'achat de l'un est dû à l'accroissement de l'autre. Les impôts et régulations élaborés par les Etats de « welfare » en Europe ont rendu les employeurs réticents à créer de nouveaux emplois, alors que les prestations sociales accordées au titre du chômage réduisent l'offre de travail, notamment pour les activités à faible salaire qui fournissent nombre des nouveaux emplois créés aux Etats-Unis. La « justice » économique fondée sur l'idée d'un minimum de rémunération produit un bien lié, le chômage. Mais l'Union Européenne pense que le chômage est dû à la faible compétitivité des entreprises eu égard à l'efficacité de leurs homologues américaines ou japonaises. Pour résister à cet obstacle, elle recommande les investissements dans les infrastructures et la haute technologie.

- Même les économistes libéraux en viennent à cette forme d'intervention de l'Etat. Ainsi, Robert Reich and Ira Magaziner (1983) se font les avocats de la politique industrielle américaine. Pour eux, le niveau de vie ne peut augmenter que si 1) le capital et le travail vont de plus en plus vers les industries à haute valeur ajoutée par travailleur et 2) on maintient la position du pays à un niveau supérieur à celui de ses concurrents. Pourquoi donc le marché n'est-il pas à même de satisfaire lui-même cette exigence? Pour les auteurs, les industries à forte valeur ajoutée sont aussi les industries de haute technologie, même si aucun chiffre ne vient étayer

cette intuition. Krugman conteste ces hypothèses des auteurs, en constatant notamment que les meilleures valeurs ajoutées par travailleur en 1988 étaient les cigarettes (488000 dollars), le raffinage de pétrole (283000), les automobiles (99000), l'acier (97000), alors que la moyenne se situe à 66000 dollars. Par contre, les avions (68000) ou l'électronique (64000), hauts lieux de la technologie ne sont pas des secteurs particulièrement bien dotés, car ils souffrent d'un ratio capital/travail plus faible. Leur proposition est évidemment très dangereuse.

- Dans une perspective compétitive des Etats que Krugman réfute, Lester Thurow¹²³ recommande au Japon de réduire son surplus commercial avec les Etats-Unis, notamment parce qu'il est la cause de la réduction des salaires réels des travailleurs américains en les obligeant à quitter des activités mieux payées vers d'autres moins payées. Ainsi, selon Thurow, un million de personnes ont été concernées en une décennie, ce qui a conduit à un transfert d'activités vers les services moins payés d'au moins 30%. Paul Krugman estime que ces deux chiffres sont très douteux, mais en les supposant exacts, en rappelant qu'il y a plus de 100 millions d'actifs aux USA, cet impact de la « guerre économique » sino-américaine ne représente, en termes d'emplois, que 1% de la force de travail et une réduction de 0,3% le taux de salaire moyen. C'est trop peu pour expliquer un déclin de l'ordre de 6% du pouvoir d'achat du consommateur américain. Pour Krugman c'est une erreur d'imputer le déclin de l'assise industrielle des Etats-Unis, et avec lui la perte d'emplois bien rémunérés, à la concurrence étrangère (qui n'a qu'un rôle modeste). La part de l'industrie a baissé de 6,6 points alors que le solde commercial des biens manufacturés ne s'est dégradé que de 1,6 points (si l'on tenait compte des fuites vers les services, ce serait 0,6 point). Le déclin de la part de l'industrie est moins due à une absence de compétitivité qu'à une croissance très rapide de sa productivité comparée à celle des services. C'est la vieille automatisation, plus que la concurrence étrangère, qui touche le secteur industriel. Il faut donc comparer la croissance des revenus et la croissance de la productivité. La diminution du taux de croissance du PNB disponible s'explique par la diminution du taux de croissance du PNB réel par travailleur, c'est-à-dire un phénomène interne. Les niveaux de vie et la productivité sont corrélés.

- Poser les questions en termes de compétitivité est dangereux. L'Etat se croit obligé de gaspiller des ressources pour renforcer la compétitivité nationale, il succombe au protectionnisme et aux guerres commerciales et il engage de mauvaises politiques publiques dans de nombreux domaines. On doit se rappeler de la course aux armements et de la course idéologique à l'économie la plus « humaine ». Les Etats cherchent à

¹²³ Thurow, L.C. (1996), *The Future of Capitalism*, William Morrow and Company, Inc, New York

exporter leurs difficultés économiques. C'est pourquoi l'ALENA connaît de grandes difficultés de fonctionnement, avec la crainte souvent exprimée des effets de l'emploi à bon marché du Mexique sur l'emploi des américains. Or, le comportement du gouvernement américain ne laisse pas vraiment supposer qu'il s'en remet à l'économie de marché. Son attitude est volontiers agressive, surtout depuis la Présidence Clinton.

e) Le difficile conflit avec le Japon

Les transformations graduelles sont moins traumatisantes que les changements brusques. Les marchés permettent souvent les évolutions souples, sauf lorsque les ouvertures ou fermetures brusques des frontières sont décidées. L'intervention de l'Etat est encore possible au niveau stratégique, mais l'internationalisation rend parfois les actions des grandes puissances bien peu concluantes.

- La question de l'ouverture du marché japonais, pourtant essentielle aux yeux du gouvernement américain depuis une bonne décennie, reste toujours en suspens. A priori, il n'y a pas de raison que les japonais changent leurs coutumes et habitudes pour satisfaire la demande américaine, notamment parce que les japonais souhaitent une société plus égalitaire. Un MR2 Toyota fabriqué au Japon coûte 25 % plus cher aux USA qu'au Japon. Les prix exportés sont des deux tiers inférieurs à ceux des produits intérieurs, et l'écart s'est accru depuis 1990.

- Les Etats-Unis ne peuvent pas non plus accepter un tel déficit uniquement parce que la culture japonaise est différente. Les japonais retardent toujours les négociations. Il en a été ainsi sur les problèmes des autos, malgré la menace de 100% de droits douaniers sur les voitures japonaises de luxe, si les japonais n'achetaient pas plus de produits américains et s'il n'y avait pas un meilleur accès au marché japonais. Les négociations serrées ne produisent pas d'effets, du fait de l'inertie administrative du Japon. La crédibilité des Etats-Unis, et encore plus celle des autres pays du monde, concernant les mesures de rétorsion à l'encontre du Japon est très faible. Le marché japonais est ouvert, mais de nombreuses spécifications rendent impossible la concurrence étrangère. Le Japon construit une économie pour l'intérieur, une croissance endogène, plus que tournée vers l'exportation. Cependant, son indépendance est de plus en plus sujette à caution, principalement dans le domaine financier.

- Ni le Japon ni les Etats-Unis ne prendront les décisions qui pourtant s'imposent, tant que le Japon prêtera l'argent que les Etats-Unis dépensent pour leurs importations, ce qu'il peut faire encore longtemps. Le problème insurmontable n'est pas le déficit commercial, mais plutôt les balances dollars tenues en réserve par les pays et les firmes. Le déficit

conduit à une tendance vers la baisse du dollar et la spéculation. Si les agents économiques nippons veulent conserver leurs réserves en dollars, il peut en résulter, en cas de spéculation forte à la baisse, d'énormes pertes, qui remettraient en cause les grands équilibres de l'économie nationale.

- Les Etats-Unis n'ont plus le pouvoir d'imposer une stratégie commerciale au Japon, leur seul pouvoir restant le contrôle des barrières douanières nationales. Le gouvernement peut décider que du fait de son déficit global, certains produits japonais ne pourraient plus être vendus aux Etats-Unis. Il peut être décidé la mise en place d'un « import ticket » qui permettrait de limiter le déficit. La balle serait alors dans le camp japonais, car sans le marché américain, le commerce intra-asiatique connaîtrait une crise de paiement considérable. Aucune région du monde n'a pour l'instant intérêt à résoudre le problème des Etats-Unis.

- Cependant, depuis 1996, le vent semble à nouveau tourner en faveur des Etats-Unis. La mise en place de l'OMC favorise incontestablement le schéma américain des relations économiques internationales. L'affaiblissement du Japon et les problèmes internes liés partiellement aux accords de Maastricht en l'Europe donne aux Etats-Unis une nouvelle puissance que de nombreux instruments publics commerciaux sont venus conforter.

⌚ La géoéconomie américaine

L'effondrement de l'empire soviétique a renforcé la détermination des Etats-Unis à réaffirmer leur intérêt pour l'idéologie du libre-échange. Cependant, à côté de ces affirmations, le gouvernement américain transforme sa géostratégie (pour l'instant inefficace du fait même de l'absence d'adversaires significatifs en opposition de puissance, notamment systémique) en une géoéconomie. Pour Lorot¹²⁴, les américains sont les seuls à faire du concept de géoéconomie une réalité stratégique quotidienne. La géopolitique de la guerre froide a conduit à la fin du socialisme, les architectes en étaient les militaires et les stratèges. La nouvelle doctrine repose sur une sécurité nationale basée sur l'élargissement de la communauté des démocraties de marché, les Etats-Unis étant indispensables à la mise en oeuvre de relations politiques stables et au libre commerce. Pour Clinton, les Etats-Unis conservent la principale responsabilité de répondre, de façon sélective, aux dangers qui menacent bien sûr les intérêts nationaux, mais aussi ceux de ses alliés, pour éviter la déstabilisation des relations internationales.

¹²⁴ Lorot, P. (1997), De la géopolitique à la géoéconomie, Revue Française de géoéconomie, Pourquoi la géoéconomie ? Economica, Mars, n° 1, Paris.

Pour J.E. Garten¹²⁵, les considérations commerciales joueront un rôle fondamental dans la politique étrangère américaine, notamment dans le prochain siècle. Il faut que les administrations et les milieux d'affaire travaillent ensemble, établissent une coopération régulière et construisent les bases suffisantes pour la mise en place de marchés globaux ouverts, en faisant par exemple respecter les règles commerciales internationales qussi bien en Chine qu'au Brésil.

- Il faut définir une meilleure compréhension des interactions entre les intérêts commerciaux et les droits de l'homme. Des sanctions unilatérales donnent un désavantage aux entreprises américaines. Les accords entre Nike, Adidas ou Reebok d'auto-police de leurs opérations commerciales sont à ce titre intéressants, car ils supposent la définition de codes de conduite et un réel combat contre l'arrogance des Etats qui oppressent leur peuple.

- Les milieux d'affaire et Washington doivent faire la paix sur la question de l'usage des contrôles unilatéraux à l'exportation pour des raisons de politique étrangère. Clinton a réduit le nombre de produits sujets aux contrôles, notamment dans les domaines des télécommunications et de l'informatique. Lorsque l'Amérique n'a pas de monopole, ces sanctions pénalisent les entreprises américaines. Il faut donc négocier des sanctions multilatérales et il n'existe pas de sanctions unilatérales sauf lorsque les intérêts nationaux sont directement en jeu.

- Les milieux d'affaires et l'administration doivent se concerter, afin de travailler avec l'opinion publique et le Congrès sur la question de la diplomatie commerciale. Il ne faut pas accepter les financements des Partis politiques par les gouvernements étrangers (Indonésie, Thaïlande, etc.). L'Administration peut faire la promotion des exportations (77), qui est insuffisante, 4,5 milliards de dollars en 1994 et \$2,8 milliards de dollars en 1997, soit 10 fois moins par habitant que la France.

- Il est nécessaire de changer l'organisation des interactions diplomatie-commerce aux Etats-Unis. On doit consolider des agences de financement comme l'Export-Import Bank et l'OPIC, il est souhaitable de soutenir l'investissement des banques et des entreprises, afin de gagner les projets étrangers. Il faut former des américains à représenter les intérêts commerciaux américains à l'étranger.

- Le gouvernement doit aider les réformes économiques et politiques dans les marchés émergents.

- Finalement, l'Etat doit indiquer clairement quand les intérêts des firmes s'opposent aux intérêts traditionnels des Etats-Unis. Ainsi, les intérêts de General Motors ne sont pas toujours ceux des Etats-Unis. Entre une entreprise américaine qui établit un projet de sa filiale en Pologne et une

¹²⁵ Garten, J.E. (1997), Business and Foreign Policy, Foreign Affairs, May/June

filiale française implantée aux Etats-Unis, cette seconde solution est meilleure pour la création d'emplois aux USA. Pour les pays parias (Iran, Libye, Irak), la solution internationale est la seule acceptable..

Pour Daguzan¹²⁶, libérés de la guerre froide, les Etats-Unis se sont engagés dans la guerre économique. Le primat de l'économie dans les nouvelles relations internationales est affirmé. L'économie américaine bénéficie d'une avance technologique et conceptuelle croissante dans les industries du futur (aéronautique, télécommunications, spatial, infosphère) et elle n'a cessé de renforcer son pouvoir d'influence sur les règles du jeu international. A défaut d'un ordre, les Etats-Unis imposent des règles. La loi américaine est devenue universelle, les normes technique s'en inspirant sous l'influence de leurs négociateurs.

- Le gouvernement américain exerce d'abord une influence décisive sur les organisations économiques internationales les plus puissantes, comme le Fonds Monétaire International, la Banque mondiale ou l'Organisation Mondiale du Commerce.

- En 1991, la CIA a élargi ses mandats de la lutte contre la drogue et le crime organisés, aux pratiques déloyales et aux méthodes frauduleuses des firmes commerciales, voire de pays amis, à la recherche du renouveau économique américain. C'est le domaine de l'intelligence économique. L'idée était que les Etats-Unis avaient perdu le leadership dans de nombreux domaines industriels, le directeur de la CIA affirmant même que dans le domaine des ordinateurs à usage militaire, des semi-conducteurs pour armes intelligentes et des télécommunications, la domination américaine était révolue. Cela était dû à l'aide des Etats en faveur de leurs entreprises nationales et à la contribution des services secrets pour s'appropriier les secrets industriels américains. Ainsi, une campagne de presse mit en avant, sans preuve, l'espionnage systématique des pays européens, notamment la France, dans les domaines de l'aéronautique, de la défense et de l'espace. Les Etats-Unis se sont alors préparés à cette lutte souterraine.

- L'administration doit mettre ses capacités de renseignement au service des entreprises de manière offensive et organiser l'environnement informationnel. Les services de «contre-intelligence» (*counterintelligence*) sont dorénavant directement impliqués dans les activités commerciales et industrielles. Autrement dit, une information secrète sur Renault ou Toyota peut être fournie aux Big Three (General Motors, Ford, Chrysler). Comme le gouvernement défend l'idée d'une compétition loyale comme fondement de toute pratique commerciale, la

¹²⁶ Daguzan, J.F., (1997), Les Etats-Unis à la recherche de la supériorité économique, (1997), Revue Française de géoéconomie, Les ressorts de la puissance économique américaine, L'Amérique conquérante. Stratégies pour le XXIème siècle, n°2, Eté.

Pour J.E. Garten¹²⁵, les considérations commerciales joueront un rôle fondamental dans la politique étrangère américaine, notamment dans le prochain siècle. Il faut que les administrations et les milieux d'affaire travaillent ensemble, établissent une coopération régulière et construisent les bases suffisantes pour la mise en place de marchés globaux ouverts, en faisant par exemple respecter les règles commerciales internationales aussi bien en Chine qu'au Brésil.

- Il faut définir une meilleure compréhension des interactions entre les intérêts commerciaux et les droits de l'homme. Des sanctions unilatérales donnent un désavantage aux entreprises américaines. Les accords entre Nike, Adidas ou Reebok d'auto-police de leurs opérations commerciales sont à ce titre intéressants, car ils supposent la définition de codes de conduite et un réel combat contre l'arrogance des Etats qui oppressent leur peuple.

- Les milieux d'affaire et Washington doivent faire la paix sur la question de l'usage des contrôles unilatéraux à l'exportation pour des raisons de politique étrangère. Clinton a réduit le nombre de produits sujets aux contrôles, notamment dans les domaines des télécommunications et de l'informatique. Lorsque l'Amérique n'a pas de monopole, ces sanctions pénalisent les entreprises américaines. Il faut donc négocier des sanctions multilatérales et il n'existe pas de sanctions unilatérales sauf lorsque les intérêts nationaux sont directement en jeu.

- Les milieux d'affaires et l'administration doivent se concerter, afin de travailler avec l'opinion publique et le Congrès sur la question de la diplomatie commerciale. Il ne faut pas accepter les financements des Partis politiques par les gouvernements étrangers (Indonésie, Thaïlande, etc.). L'Administration peut faire la promotion des exportations (77), qui est insuffisante, 4,5 milliards de dollars en 1994 et \$2,8 milliards de dollars en 1997, soit 10 fois moins par habitant que la France.

- Il est nécessaire de changer l'organisation des interactions diplomatie-commerce aux Etats-Unis. On doit consolider des agences de financement comme l'Export-Import Bank et l'OPIC, il est souhaitable de soutenir l'investissement des banques et des entreprises, afin de gagner les projets étrangers. Il faut former des américains à représenter les intérêts commerciaux américains à l'étranger.

- Le gouvernement doit aider les réformes économiques et politiques dans les marchés émergents.

- Finalement, l'Etat doit indiquer clairement quand les intérêts des firmes s'opposent aux intérêts traditionnels des Etats-Unis. Ainsi, les intérêts de General Motors ne sont pas toujours ceux des Etats-Unis. Entre une entreprise américaine qui établit un projet de sa filiale en Pologne et une

¹²⁵ Garten, J.E. (1997), Business and Foreign Policy, Foreign Affairs, May/June

filiale française implantée aux Etats-Unis, cette seconde solution est meilleure pour la création d'emplois aux USA. Pour les pays parias (Iran, Libye, Irak), la solution internationale est la seule acceptable..

Pour Daguzan¹²⁶, libérés de la guerre froide, les Etats-Unis se sont engagés dans la guerre économique. Le primat de l'économie dans les nouvelles relations internationales est affirmé. L'économie américaine bénéficie d'une avance technologique et conceptuelle croissante dans les industries du futur (aéronautique, télécommunications, spatial, infosphère) et elle n'a cessé de renforcer son pouvoir d'influence sur les règles du jeu international. A défaut d'un ordre, les Etats-Unis imposent des règles. La loi américaine est devenue universelle, les normes techniques s'en inspirent sous l'influence de leurs négociateurs.

- Le gouvernement américain exerce d'abord une influence décisive sur les organisations économiques internationales les plus puissantes, comme le Fonds Monétaire International, la Banque mondiale ou l'Organisation Mondiale du Commerce.

- En 1991, la CIA a élargi ses mandats de la lutte contre la drogue et le crime organisés, aux pratiques déloyales et aux méthodes frauduleuses des firmes commerciales, voire de pays amis, à la recherche du renouveau économique américain. C'est le domaine de l'intelligence économique. L'idée était que les Etats-Unis avaient perdu le leadership dans de nombreux domaines industriels, le directeur de la CIA affirmant même que dans le domaine des ordinateurs à usage militaire, des semi-conducteurs pour armes intelligentes et des télécommunications, la domination américaine était révolue. Cela était dû à l'aide des Etats en faveur de leurs entreprises nationales et à la contribution des services secrets pour s'approprier les secrets industriels américains. Ainsi, une campagne de presse mit en avant, sans preuve, l'espionnage systématique des pays européens, notamment la France, dans les domaines de l'aéronautique, de la défense et de l'espace. Les Etats-Unis se sont alors préparés à cette lutte souterraine.

- L'administration doit mettre ses capacités de renseignement au service des entreprises de manière offensive et organiser l'environnement informationnel. Les services de «contre-intelligence» (*counterintelligence*) sont dorénavant directement impliqués dans les activités commerciales et industrielles. Autrement dit, une information secrète sur Renault ou Toyota peut être fournie aux Big Three (General Motors, Ford, Chrysler). Comme le gouvernement défend l'idée d'une compétition loyale comme fondement de toute pratique commerciale, la

¹²⁶ Daguzan, J.F., (1997), Les Etats-Unis à la recherche de la supériorité économique, (1997), Revue Française de géoéconomie, Les ressorts de la puissance économique américaine, L'Amérique conquérante. Stratégies pour le XXIème siècle, n°2, Eté.

CIA ne souhaite pas officiellement s'engager dans ce processus. On a donc développé, à côté de plusieurs organismes d'information au sein de la National Industry Security Information, de la Defence Technical Information Center (DTIC) et du CIRDC (Central Information Reference Collection) de la CIA, des officines d'espionnage industriel privées.

- La CIA se propose d'entreprendre une action d'espionnage industriel. Elle s'engage déjà dans une mission d'étude et d'analyse des grands courants économiques et des avancées technologiques et elle a une mission de lutte contre « l'intelligence ennemie ». Elle est déjà intervenue plusieurs dizaines de fois dans ces domaines.

- Le système américain de chasse aux contrats internationaux (Advocacy Policy) repose sur l'Advocacy Center (ou « War room ») créé au Department of Commerce en 1993. Son rôle n'est pas de diriger la manoeuvre de vente, mais de faciliter l'avènement de l'opération en aplanissant des problèmes administratifs aux Etats-Unis, en apportant des soutiens d'information et d'opérations. Il coordonne les moyens d'appui du gouvernement (financement, expertises géopolitiques, coordination des ministères). Il se sert de « l'Advocacy Network » qui réunit des compétences des acteurs politico-administratifs, qui font remonter toute l'information utile pour le système économique américain. Le système est interactif. Les ambassades et consulats épiluchent les appels d'offre et sont à l'écoute des desideratas des demandeurs. L'efficacité du système a été contesté par Steele¹²⁷. Pour lui, L'Advocacy Center est une machine de propagande pour le commerce US plutôt qu'un centre d'observation stratégique du commerce international. Il reçoit beaucoup d'informations classifiées, mais le renseignement américain n'est pas capable de contribuer efficacement à la stratégie géoéconomique. Cependant, compte tenu de son caractère récent, il n'est pas certain que cet instrument ait un impact aussi faible. Ce système a permis notamment le choix du marché Sivam de couverture radar de l'Amazonie par Raytheon (10 milliards de francs) au détriment de Thomson.

- L'administration a besoin d'aboutir à un consensus renouvelé sur la centralité des intérêts commerciaux dans la politique étrangère. La principale responsabilité de l'Etat est de voir si les intérêts des compagnies et travailleurs américains reçoivent un traitement loyal et si les barrières inéquitables à la compétition sont dépassées. Cette diplomatie recherche l'effet immédiat. Elle s'accompagne d'une démarche coercitive par l'intimidation (lois Helms-Burton et d'Amato-Kennedy contre les Etats parias), faisant du droit américain le droit mondial. Elle exerce aussi la pression concernant par exemple la réévaluation forcée du yen, la

¹²⁷ Steele, R. (1997), Intelligence stratégique aux Etats-Unis. Mythe ou réalité ?, Revue Française de géoéconomie, Les ressorts de la puissance économique américaine, L'Amérique conquérante. Stratégies pour le XXIème siècle, n°2, Eté.

négociation féroce sur les échanges technologiques sectoriels, l'ouverture du marché japonais, l'orientation sélective des investissements japonais aux Etats-Unis.

« Depuis 1993, le dispositif de bataille américain vis-à-vis de l'Europe et du Japon est organisé et pensé en termes de sécurité économique. La défense des intérêts économiques des Etats-Unis a été hissée au rang de priorité stratégique »¹²⁸. La recherche de la supériorité économique est revendiquée. De puissants moyens sont mis en place à cette fin.

III.2.43. Les atouts des Etats-Unis comme puissance dominante

La diplomatie totale de Clinton repose sur deux principes :

- la sécurité dépend de la puissance économique du pays
- la vie nationale est intégrée à son environnement international.

Dans ces conditions, il faut promouvoir l'économie de marché et la démocratie, dans le cadre d'une « pax americana ».

g) La domination financière

Pour Demarolle et Ligeard¹²⁹, le capitalisme financier américain est conquérant et dominateur. Il impose même la culture commune d'une nation fascinée par la réussite matérielle individuelle et crée un espace de défense ultime du capitalisme et du libre-marché qui convient aux investisseurs soucieux des risques politiques et stratégiques. Grâce à la titrisation (conversion en titres négociables des actifs réels ou financiers), à l'importance des investisseurs institutionnels et à l'attraction des capitaux étrangers pour les placements aux Etats-Unis (premiers détenteurs, avec le tiers des encours, des titres du Trésor américain), les capitaux américains dominent, malgré la faiblesse de l'épargne des ménages qui est la plus faible des pays de l'OCDE (5% du PNB). L'épargne financière représente 11000 milliards de dollars, dont 73% sous forme d'actifs de marché. La moitié des actifs des ménages américains sont investis sous forme d'actions, dont les rendements à long terme sont suffisamment bons pour que les ménages s'endettent pour les acquérir. Les ménages ont besoin d'une épargne à long terme pour financer les retraites, l'assurance-

¹²⁸ Cohen, E. (1996), *La tentation hexagonale : la souveraineté à l'épreuve de la mondialisation*, Fayard, Paris, p.139.

¹²⁹ Demarolle, A. & Quinet, A. (1997), *Monnaie et puissance. Le cas du dollar face à l'euro*, *Revue Française de géoéconomie*, Pourquoi la géoéconomie ? *Economica*, Mars, n° 1, Paris.

maladie ou même les études des enfants, qui sont couvertes au moins partiellement par le secteur public en Europe. En outre, les investisseurs américains représentent près du quart des actions des marchés émergents, et ils sont très présents en Europe (au moins le tiers de la capitalisation). En 1996, les acquisitions de titres américains par les non-résidents ont représenté presque 500 milliards de dollars (dont 80% pour des investissements de portefeuille). Cependant, en termes de stocks, les non-résidents ne représentent que 6,6% de la détention des actions des sociétés américaines (Tableau n° 9). C'est un élément de puissance incontestable des marchés financiers américains.

Tableau n° 9 - Détention des actions de sociétés américaines (en milliards de dollars)¹³⁰

Détenteurs	Montant	en pourcentage
Ménages	4765	55,0
Fonds de pension	2184	25,2
Assurance-vie	414	4,8
Non-résidents	576	6,6
Autres	717	8,4
Total	8656	100

Selon la Securities Industry Association¹³¹, le montant des capitaux mobilisés a augmenté de 1000% sur la dernière décennie, alors qu'il aura fallu deux siècles pour atteindre 100 milliards de dollars. Les capitaux obligataires américains définissent les produits de référence sur le marché financier mondial. La dette obligataire américaine représente 1400 milliards de dollars, 14 fois celle des entreprises françaises.

- Le marché des valeurs du Trésor américain dont l'encours négociable s'élève à 3600 milliards de dollars en 1996 est considérable.
- Le marché des titres représentatifs des dettes des Agences publiques (garantie de l'Etat) atteint 2500 milliards de dollars,
- Les marchés de la dette des collectivités locales et des « Municipal Bonds » représentent 1500 milliards de dollars,

Il y a 9000 milliards de dollars de capitalisation mobilière aux Etats-Unis (20 fois plus qu'en 1960 et deux fois plus que l'Union Européenne) et un développement des sociétés de capital-risque (avec incitation fiscale) permettant la création de 770 000 entreprises en 1995, en passant de 9,1 millions d'entreprises en 1970 à 21 millions en 1993. Les fonds de pension financent 47 % du capital-risque (dont l'encours

¹³⁰ Federal Reserve Board (1996), Flows of Funds Accounts, december.

¹³¹ Securities Industry Association (1996), 1996 Securities Fact Book.

atteint 40 milliards de dollars en 1996). Si les grandes entreprises détruisent des emplois, les petites en créent plus que les pertes globales. Les investisseurs institutionnels mobilisent plus de 10000 milliards de dollars, soit quatre fois l'ensemble des dépôts bancaires. La spécialisation des banques aura permis la constitution de grands établissements financiers, spécialisés dans la titrisation, et dominants à l'échelle mondiale.

Le dollar fait toujours la loi. Les américains se moquent de leur rôle de banquier international, la politique monétaire n'est soumise à aucune contrainte extérieure, pas même celle de l'endettement. La poursuite d'un taux d'inflation quantifié immuable suppose de conserver en permanence une réserve de capacité de production stérile pour absorber les chocs. Avec une demande insuffisante, l'économie n'investit pas assez, la demande et l'offre sont freinées, ce qui ne permet pas à l'emploi d'atteindre son niveau naturel. Le droit de seigneurage (droit d'émettre la monnaie) donne aux USA l'extravagant avantage de financer à peu de frais leurs déficits. C'est un avantage énorme. L'euro peut devenir un concurrent, mais il y a aussi le risque de l'accélération de la spéculation. On ne peut donc pas parler de la régression de la puissance américaine et omettre ainsi le rôle extraordinaire du dollar qui est l'expression de la confiance des opérateurs internationaux dans l'économie américaine.

h) La domination militaire

Le secteur militaire américain doit être reconverti, au moins en partie. Les compressions budgétaires de l'après-guerre froide affectent la taille, la structure et la santé des structures militaires et de défense dans le monde, mais de toute manière des changements considérables auraient été réalisés du fait de l'explosion des technologies de l'information. Le Congrès a consacré des milliards de dollars par an au maintien de la structure industrielle. Les coupures éparpillées des lignes budgétaires ont été préférées aux difficiles décisions des priorités, notamment en faveur des technologies avancées de l'information. Le secteur civil peut créer un produit en quelques mois, alors que le secteur militaire demande parfois une décennie. Il faut donc une meilleure intégration militaro-civile, le ministère de la défense n'étant qu'un acheteur parmi d'autres. Comme il est un utilisateur de bas volume, la majorité des coûts fixes dans les usines pourraient être absorbée par les utilisateurs commerciaux de haut volume. Il faut pour ce faire une révolution dans les affaires militaires. Les technologies de l'information ont d'énormes potentialités pour améliorer les opérations militaires. On va même passer au concept de « guerre informationnelle » dans laquelle l'objectif est le subterfuge électronique, autant que la destruction du système informatique de l'ennemi et la

protection du sien. L'opération Desert Storm a permis de comprendre le problème, avec le GPS (Global Positioning System) par exemple. A l'avenir, la capacité militaire comprendra :

- les armes de destruction massive et leurs vecteurs,
- les missiles de croisière
- les mines sophistiquées,
- les installations souterraines (commandement et contrôle, stockage d'armes, voire des installations industrielles),
- installations militaires situées en pleine ville,
- des sous-marins diesel équipés de torpilles avancées à grande vitesse,
- des systèmes de vision de nuit,
- la capacité de reconnaître et de surveiller les cibles.

Le Ministère de la défense doit tenir compte¹³² :

- de la globalisation qui permet d'obtenir les meilleurs équipements au moindre coût, des partenariats à risque et des investissements étrangers,
- des chaînes de production à la carte et variées,
- des temps de production sur des cycles courts,
- de la substitution de transports rapides et d'une technologie de l'information avancée à la place des anciens systèmes logistiques,
- de l'externalisation ou la privatisation.
- d'une vaste base industrielle variée et compétitive, cruciale pour parachever l'évolution technologique, l'efficacité et la qualité.

Les Etats-Unis sont entrés dans ce processus, avec le passage à une utilisation large des spécifications commerciales standards,

- la prise en compte du coût des équipements militaires,
- la modification des lois sur l'acquisition,
- la mise en route de démonstrations avancées en concepts et technologies,

La domination économique et politique de quelques firmes de défense est devenue encore plus importante. Lockheed- Martin-Loral-, Boeing-McDonnell-Rockwell (78 milliards de dollars), Raytheon-Esystems-Texas Instrument- Hughes (21 milliards de dollars) en témoignent. Il y a encore une capacité en excès et davantage de fusions et d'acquisitions sont vraisemblables. Il en résulte des diminutions de coûts des armements (2,6 milliards de dollars pour la seule fusion Lockheed-Martin).

Il y a quatre préoccupations gouvernementales :

- la création de monopoles ne permet guère le choix, sauf à l'étranger.
- La consolidation actuelle permettra-t-elle une plus grande intégration civile et militaire.

¹³² Gansler, J.S. (1997), Restructurations industrielles de défense et ambitions géoéconomiques, Revue Française de géoéconomie, Les ressorts de la puissance économique américaine, L'Amérique conquérante. Stratégies pour le XXIème siècle, n°2, Été.

- Ces géants américains vont-ils constituer des « firmes globales » (au moins transatlantiques) ou resteront-elles en concurrence avec l'Europe ? Pour ce faire, il faudrait une démarche volontariste des partenaires et donc développer la confiance dans la coopération internationale pour les armements.

- Les implications probables à long terme de l'intégration verticale sont aussi intéressantes. Les firmes globales s'orientent de plus en plus vers des sources externes, elles achètent aux meilleurs fournisseurs, n'importe où, plutôt que de compter sur leurs propres sources internes captives. Ces firmes devraient se centrer sur l'intégration des systèmes d'armes, mais on ne l'envisage pas encore à grande échelle. Elles devraient ménager leurs producteurs de sous-systèmes. Les économies de coût sont importantes, de l'ordre de 30 à 50%. La privatisation est devenue une tendance dominante dans le monde.

Dans ce contexte de privatisation/marchéisation/crise de l'industrie d'armement soviétique, l'industrie d'armement américaine est largement dominante. Par contre, la réorganisation de l'industrie d'armement dépend bien entendu des nouvelles contraintes stratégiques. Les menaces de Classe I, qui concernent les conflits conventionnels très brutaux, supposent effectivement plus de technologies. Pour le combat subversif contre la criminalité transnationale (Classe II) de nouvelles capacités de production devraient être construites, sur la base d'une stratégie militaire claire qui n'a pas encore été définie. La déstabilisation civile par les prophètes (Classe III), suppose la mise en place d'une agence d'information spéciale adaptée. Enfin, l'espionnage économique soutenu par les Etats et le terrorisme laissent les Etats sans défense. Il faut, en outre, se méfier de la décision aidée électroniquement, toujours menacée par les destructions un pivot ou par une mauvaise spécification cachée. La dépendance électronique est un vrai problème. Le principe stratégique fondateur d'un Etat-Nation est la création d'une infrastructure fondamentale d'information durable assurant sa propre survie. Les Etats-Unis sont très puissants en agriculture et industrie, mais ils restent dépendants à 50% d'une industrie japonaise produisant des wafers en silicium pour les microprocesseurs des tanks et des systèmes de commandement. Ainsi l'Inde pourrait attaquer le Pakistan en informant que les logiciels créés à Calcutta pour les entreprises américaines contiennent un virus qui s'activerait automatiquement à moins de l'application d'un code secret d'arrêt. Ce qui donne aux Etats-Unis, à nouveau, la justification fondamentale de la protection de certaines technologies, avec l'aide de l'Etat. Il est probable que si la construction de ces technologies ne conduira pas automatiquement à un succès commercial, la maîtrise de la technologie constitue un instrument de puissance incontestable que seuls les Etats-Unis peuvent vraiment s'offrir.

1) Leader de l'économie de l'information et des services¹³³

L'Amérique conduit la planète dans l'âge de l'information¹³⁴. Malgré l'idée de leur déclin développé principalement par Paul Kennedy¹³⁵, jamais les Etats-Unis n'ont été aussi puissants. Pour Al Gore, l'économie classique repose sur l'allocation optimale des facteurs de production, le travail et le capital, caractérisés par leur rareté. L'économie du futur repose sur un facteur immatériel en quantité presque illimitée, l'information. C'est la rupture la plus importante depuis l'invention du feu ou de l'écriture. Les autoroutes de l'information sont nées. Elles vont informer, divertir, éduquer, promouvoir la démocratie, sauver des vies, créer des emplois, améliorer la compétitivité. Sa maîtrise conduit à la domination des marchés mondiaux. La Constitution des Etats-Unis repose sur la libre-circulation de l'information, avec l'idée smithienne selon laquelle le marchand est le citoyen du monde.

La globalisation du National Information Infrastructure (NII) est un objectif majeur de politique étrangère, qui devrait façonner un nouvel ordre mondial (Global Information Infrastructure). Il est la clé de la croissance et de la puissance. Les thèses américaines, concernant l'importance de l'information sur la croissance et la puissance économiques et militaires, sont reprises par le G7. L'économie américaine assure sa mutation.

- L'environnement réglementaire et fiscal est favorable à la création et au développement des entreprises productrices d'information.
- Le système financier est favorable au développement économique. Le marché financier et le FED sont indépendants du gouvernement et favorisent les capitaux à risques, notamment dans ce secteur dynamique.
- Les entreprises investissent massivement dans les technologies de l'information.
- La croissance de la richesse, grâce aux technologies de l'information, est sous-estimée en raison de leur puissance exponentiellement croissante. La télématique d'intérêt général (*government networking*) se développe rapidement à l'échelon local.
- Les standards et références de l'industrie de l'information sont principalement américains.

¹³³ Sur les services, Cf, Bensahel, L. (1997), Introduction à l'économie du service, PUG, Grenoble.

¹³⁴ Guellec, J. (1997), Technologies de l'information et « infosphère » : le nouveau défi américain, Revue Française de géoéconomie, Les ressorts de la puissance économique américaine, L'Amérique conquérante. Stratégies pour le XXIème siècle, n°2, Eté.

¹³⁵ Kennedy, P. (1987), The rise and fall of the Great Powers, Random House, New York.

L'Amérique du Nord est d'abord un immense marché intérieur. Selon Forbes¹³⁶, en août 1996, dans les 42 groupes de communication (9,7% du chiffre d'affaires des 11800 milliards de dollars des 500 plus grandes entreprises), la part des sociétés américaines atteint 42% du chiffre d'affaires mondial. Dans la production audiovisuelle, c'est plus de 6 milliards d'excédents extérieurs en 1996. Les américains ont réalisé 60% de recherche supplémentaire par rapport aux européens et presque le double des japonais.

Les flux d'information et de transactions financiers vont redéfinir les relations internationales. Ils annoncent un système interdépendant comportant des variables transnationales, nationales et locales, avec des sous-systèmes d'unités aux fonctions parfois différentes mais concurrentielles. Les Etats-Unis souhaitent maintenir leur hégémonie mondiale, la direction spirituelle de la planète, avec notamment la pop-culture. La télévision et le cinéma sont des médias vantant la supériorité américaine. Il est préférable d'atteindre les peuples plutôt que les gouvernements. Les groupes peuvent exercer des pressions notables et même décisives sur leurs gouvernements. Plus de la moitié des exportations et importations des entreprises américaines transnationales ne sont que des transferts internes nécessaires à l'activité de ces entreprises. Un produit « made in America » est un assemblage d'éléments dont plus de la moitié a été fabriquée et rassemblée dans des pays étrangers, constituant ainsi l'essentiel de la concurrence étrangère. Les entreprises ont vu leurs taux d'imposition passer de 39% en 1950 à 17% en 1990. Les contribuables ont financé les restructurations qui les mettent au chômage et accentuent la précarité. Les entreprises américaines globales agissent dans plusieurs pays en adaptant leurs produits aux pays concernés, alors que les entreprises qui se veulent globales devraient chercher à vendre les mêmes choses, de la même manière, partout.

Le caractère planétaire des applications spatiales est un facteur « égalisateur » permettant aux pays les moins dotés de tirer parti de technologies avancées qu'ils ne possèdent pas. Le monopole de l'espace est de plus en plus difficile à mettre en oeuvre. Il y a prolifération. La technologie des missiles et des lanceurs spatiaux, les images satellitaires à haute résolution et la navigation par satellite font l'objet d'une étroite surveillance, le pont entre le civil et le militaire étant de plus en plus impossible à établir. Les intérêts de principe sont souvent abandonnés au profit des intérêts commerciaux. Cependant, le GPS devient de facto un monopole américain, avec un marché de près de 2 milliards de dollars qui devrait septupler en 8 ans. Le risque de généralisation des procédures de positionnement de haute précision par satellite est important. Les grandes

¹³⁶ Cité par Guellec, Op. Cit., p.171.

fusions dans le domaine spatial et la tendance actuelle de l'ouverture rompent avec la tradition du secret et de dissimulation de ce type de technologie. Il a toujours existé des satellites espions, malgré le souhait des « Cieux ouverts » d'Eisenhower. On assiste maintenant au développement des accords entre les constructeurs américains, chinois et russes. Lockheed-Martin s'est allié à Brounitchev et Energia pour la commercialisation des fusées Protons dans le monde entier. Il y a des accords entre Boeing et l'Ukrainien Zenit. Cependant, les bases fondamentales de ces fusions, accords, ouvertures sont gérées par les FMN souvent américaines, qui n'oublent jamais dans leurs décisions l'émotion ressentie en écoutant « stars and stripes ».

- Washington essaie de consolider son leadership sur les affaires du monde, par le biais des organisations internationales. Il est la puissance arbitrale du monde. La maîtrise de l'information permet de vendre ses technologies, ses standards, sa culture. La stratégie nationale d'information est une condition de la puissance, au même titre que l'industrie ou l'armée. Il y a quatre instruments de réflexion de l'information :

- la connectivité qui assure aux acteurs économiques l'accès à l'information externe et interne nécessaire,
- les contenus, avec la concentration des efforts de production sur le renseignement économique synthétique, plutôt que le trop plein d'information,
- la coordination, qui optimise l'infrastructure nationale d'information et de « puissance cognitive »,
- la sécurité, qui assure le non effondrement de l'Etat électronique et spécialement les réseaux financiers, énergétiques, de communication et de transport.

Les nouvelles technologies de l'information créent une nouvelle vision de la politique étrangère, en faveur de l'économie libérale et de la démocratie. Les FMN américaines sont en bonne position pour gérer l'ensemble.

Il ne faut pas abandonner l'Etat-providence pour une économie de l'information complètement libérée. L'éducation, la réorganisation de la défense et l'espionnage suggèrent l'intervention de l'Etat. Il y a une incapacité des écoles à enseigner aux enfants comment apprendre et comment penser de façon autonome. Internet n'est pas synonyme de savoir. Ce sera le grand défi des Etats-Unis de le comprendre et on voit mal, compte tenu des intérêts en jeu, comment ce pays pourrait y échapper sans une intervention de l'Etat.

La mondialisation laisse supposer que les conflits interétatiques sont d'un autre temps, notamment ceux qui ont opposés dans des batailles mondiales sanglantes ou dans une guerre froide ruineuse, les grandes puissances contemporaines. Or, de manière sous-jacente, les conflits subsistent. Il a notamment beaucoup été question de l'existence d'une guerre économique entre les grands Etats ou entre les grands blocs d'Etats. Cette question reste encore d'actualité. On peut même s'interroger sur le point de savoir s'il ne s'agit pas d'une nouvelle forme de la « drôle de guerre », analogue à celle qui, au début des années 1940, a opposé la France et l'Allemagne, avant de conduire à la reddition de l'armée française.

D'autre part, si de nombreuses analyses ont évoqué le déclin des Etats-Unis pendant les années quatre-vingts, l'histoire risque bien de les contredire. Même si l'économie américaine connaît quelques difficultés économiques non négligeables en cette fin de siècle, elle présente conjoncturellement un renouveau économique très prometteur, tout en se dotant de structures politiques, militaires, stratégiques et technologiques fiables qui sont susceptibles de lui donner un leadership incontestable sur l'ensemble du monde au siècle prochain. Dans ce cas, la mondialisation se transformera en américanisation.

Enfin, le système d'économie de marché qui domine l'économie mondiale laisse subsister d'importants facteurs de crise économico-sociales, qui ne semblent pas trouver de solutions rapides. Or, si la science économique a semble-t-il rejeté les hommes vivants si divers et imparfaits pour des ersatz cloniques aux anticipations rationnelles sans faille, la vie économique doit encore s'accommoder d'une réalité faite de mécontentements, de chômage, de pauvreté. Si la misère absolue (la fameuse paupérisation absolue de Karl Marx) est en voie de résorption, les problèmes sociaux semblent souvent s'aggraver, notamment pour les classes sociales qui jusqu'à présent en étaient indemnes. Dans ces conditions, la mondialisation pourrait en être rendue coupable et les décisions politiques seraient susceptibles alors de lui être défavorables.

J) La domination philosophique

L'Amérique n'est pas seulement une grande puissance, c'est aussi une manière de vivre et une conception particulière de la vie matérielle, un « état d'esprit »¹³⁷. Marshall McLuhan parlait même d'un village global. La globalisation en soi n'existe pas ; c'est un leurre pour appuyer le fil directeur qui est la volonté américaine de refaire la mappemonde à son image. Pour le Sénateur Albert Beveridge, au début du siècle, « le destin nous a tracé notre politique ; la commerce mondial doit être et sera à nous. La loi américaine, l'ordre américain, la civilisation américaine s'implanteront sur ces rives jusqu'ici sanglantes et plongées dans les ténèbres de l'ignorance mais qui deviendront bénites et heureuses sous l'action des forces émanant de Dieu ».

L'économie-monde est un processus de création des inégalités dans le monde¹³⁸. On a vite exécuté Allende. Pour Brzezinski¹³⁹, l'impératif technologique commande le réaménagement politique de la planète, la société américaine étant analysée comme la première société globale de l'histoire. Ses techniques sont universelles, c'est un modèle global de modernité, qui n'est donc pas de l'impérialisme. L'avenir n'est pas aux canons, mais aux réseaux, avec la fin de l'idéologie. L'avènement de la société postindustrielle, fondée sur l'industrie de l'information, va modifier les institutions héritées de la société industrielle. La fin de l'histoire de Francis Fukuyama¹⁴⁰, conduit le politique à se dissoudre dans la culture médiatique globale. C'est une conception de la société de communication comme société de transparence. Sous le discours universaliste de la globalisation se cache une « realpolitik » qui consacre la ségrégation sociale face au nouvel ordre techno-économique. C'est un processus de « westernization ». Le droit international commercial dépend souvent de la jurisprudence américaine. On en oublie les droits de l'homme, les droits sociaux ou les problèmes d'environnement.

Bibliographie

- Adda, J. (1996), *La mondialisation de l'économie*, La Découverte, Paris.
- André, M. (1929), *Entretiens avec le général Mangin sur l'Amérique*, Librairie Pierre Roger, Paris.
- Barre, R., Fontanel, J. (1991), *Principes de politique économique*, PUG, Presses Universitaires de Grenoble.
- Bensahel, L. (1997), *Introduction à l'économie du service*, PUG, Grenoble.
- Boyer, R., Drache, D. (1996), *States Against Markets. The limits of organization*, Routledge, New York.
- Brittan, S. (1995), Elusive Case for Stable Prices, *Financial Times*, May, 18.
- Brzezinski, Z. (1971), *La révolution technétronique*, Calmann Levy Paris.
- Cohen, E. (1996), *La tentation hexagonale : la souveraineté à l'épreuve de la mondialisation*, Fayard, Paris.
- Daguzan, J-F. (1997), Les Etats-Unis à la recherche de la supériorité économique, *Revue Française de Géoeconomie*, n°2.
- Demarolle, A., Quinet, A. (1997) Monnaie et puissance. Le cas du dollar face à l'euro, *Revue Française de Géoeconomie*. N°1.
- Denny, L. (1933), *L'Amérique conquiert l'Angleterre*, NRF, Paris.
- Eisner, R. (1994), *The Misunderstood Economy*, Harvard Business School, Boston.
- Federal Reserve Board (1996), *Flows of Funds Accounts*, December.
- Finkelstein, J. (1997) la quête du World dominance ». Vers un empire global et non territorial ? *Revue Française de géoeconomie*, n°2.
- Fontanel, J. (1984), *L'économie des armes*, La Découverte, Paris.
- Fontanel, J., Smith, R. (1985), L'effort économique de défense, *Ares, Défense et Sécurité*, Supplément n° 4 - Novembre 1985
- Fontanel, J., Bensahel, L. (1992), *La guerre économique*, Arès, Défense et Sécurité. 13(2).
- Fontanel, J. (1993), *Economistes de la paix*, PUG, Presses Universitaires de Grenoble.
- Fontanel, J. (1995), *Les dépenses militaires et le désarmement*, PubliSud.
- Fontanel, J. (1995), *Organisations économiques internationales*, Masson.
- Fontanel, J., Hébert, J-P. (1997), The end of the French Grandeur policy", *Defence and Peace Economics*, Vol. 8
- Fontanel, J. (1996), *Globalization and peace*, Fifth World Peace Science Congress. Tinbergen Institute, Jun 1996, Amsterdam
- Fukuyama, F. (1989), The end of History, *The Public Interest*, Washington.
- Gansler, J.S. (1997), Restructurations industrielles et ambitions géoeconomiques, *Revue Française de géoeconomie*, n°2.
- Fontanel, J., Gaidar, E. (1998), *L'avenir de l'économie russe en question*, PUG, Presses Universitaires de Grenoble, à paraître.
- Garten, J.E. (1997), Business and Foreign Policy, *Foreign Affairs*, May/June.
- Guellec, J. (1997), Les ressorts de la puissance économique américaine, *Revue Française de Géoeconomie*, n°2.
- Kennedy, P. (1987), *The rise and fall of the Great Powers*, Random House, New York.
- Kennedy, P. (1995), Too Serious a Business. A Reply to Professor Krugman, *Peace Economics, Peace Science and Public Policy*, 2(4).
- Krugman, P. (1994) The Illusion of Conflict in International Trade, *Peace Economics, Peace Science and Public Policy*, 2(4).
- Krugman, P. (1994), Competitiveness. A dangerous obsession, *Foreign Affairs*, March/April.
- Krugman, P. (1995), A Reply to Kennedy and Pack, *Peace Economics, Peace Science and Public Policy*, 2(4).

- Krugman, P. (1996), A country is not a company, *Harvard Business Review*, January-February.
- Lorot, P. (1997) De la géopolitique à la géoéconomie. *Revue Française de géoéconomie*, n°1.
- Luttwak, E. (1995), *Le rêve américain en danger*, Odile Jacob, Paris.
- Mattelart, Z. (1997), La nouvelle idéologie globalitaire, in *Mondialisation au-delà des mythes*, La Découverte, Paris.
- Ohmae, K. (1993), The rise of the region state, *Foreign Affairs* 71(2).
- Ohmae, K. (1995), *The end of the Nation-State*, The Free Press, New York.
- Pack, S.J. (1995), Paul Krugman and the illusion of conflict in international trade, *Peace Economics, Peace Science and Public Policy*, 2(2).
- Steele, R. (1997); Intelligence stratégique aux Etats-Unis. Mythe ou réalité, *Revue Française de Géoéconomie*, n°2.
- Thurow, L.C. (1992) *Head to Head*, Morrow, New York.
- Thurow, L. (1996), *The future of capitalism*. William Morrow and Company, Inc. New York.
- Tyson, A.L. (1992), *Who's bashing whom: Trade conflict in high-technology industries*, Institute for International Economics, Washington.